

Les propos du Président Vanik Berberian, à l'occasion de la Conférence Nationale des territoires lors de la table ronde « agir pour une politique territoriale inclusive » le jeudi 12 juillet 2018

« Le président des maires ruraux pourrait caler ses propos sur les propos de Mme Fabienne Keller, vice-présidente du Conseil national des villes.

Je me souviens qu'en 2009, quand le gouvernement de l'époque voulait supprimer la taxe professionnelle, toutes les associations de maires étaient vent debout. Chaque président d'association nationale faisait les constats propres à sa strate de population. Les propos étaient divers. Ce qui m'a frappé à l'époque c'est que les présidents des associations aux extrémités du spectre, Maires ruraux de France et Villes et Banlieues, disaient la même chose, faisaient les mêmes constats en termes de difficultés, accès à la santé, au travail, à l'éducation, à la culture, à la mobilité etc.

Or, que s'est-il passé en 10 ans pour corriger cela ? Pas grand-chose ! La présentation du baromètre qui vient de vous être faite par M. le Commissaire à l'Égalité des Territoires prouve que la fracture n'a jamais été aussi grande. C'est un formidable aveu de l'échec de l'aménagement de l'espace depuis 30 ou 40 ans. Aujourd'hui nous sommes à un moment charnière et le choc est profond, l'envie de changement s'est exprimé dans les urnes. Je pense qu'il faut aussi s'interroger sur ce baromètre exceptionnel que constituent les élections. Il faut le regarder avec précision. Le constat est fait. Et pourtant, rien ne change, en tout cas dans le bon sens. On en entend parler de ces constats depuis longtemps. Pourquoi ça n'avance pas mieux, plus vite ?

Tant qu'on ne fera pas l'effort de regarder ce qui précisément bloque, on en restera au même point. Nous avons-nous même aggravé difficulté en organisant la compétitivité entre les territoires.

Alors comment faire pour que cela change ?

D'abord par nommer les choses. Le mot « rural » n'est pas un "gros mot". Ça commence par là. Or ce jour, ni le Premier Ministre, ni la Ministre déléguée, ni le Commissaire européen n'ont prononcé le mot dans leur discours d'introduction à la journée qui est celle de la conférence nationale des territoires dans laquelle il est question de cohésion. Tant qu'une idée ou un objet ne sont pas nommés, il n'existe pas, on ne le traite pas. On observe que l'on préfère utiliser le mot territoire, notion plus large, très large, qui signifie tout et pas grand-chose, si la notion n'est pas développée. Il faut spécifier. On comprendra alors que la diversité est à considérer.

Nous avons vu dans la première table ronde combien les projets sont difficiles à réaliser. Il faut tout simplifier, au maximum, faire confiance aux élus, rendre les procédures plus faciles. Quand on nous interpelle en disant qu'il n'y a pas de territoires sans avenir il n'y a que des territoires sans projet, ça m'agace, parce qu'en réalité on fait culpabiliser les acteurs. Or nous avons des tonnes de projets que l'on ne peut pas faire, faute d'ingénierie ou de moyens financiers.

Il faut aussi regarder différemment la ruralité, nous ne nous laissons pas de le dire.

On a aussi beaucoup parlé de politique contractuelle. Mais le contrat, ce n'est pas une baguette magique. C'est un outil qui doit mettre en accord les deux parties. D'où l'importance de celui qui rédige les termes du contrat, et souvent c'est l'État.

Sur la composition de l'Agence nationale de cohésion des territoires qui justement pensera les contrats, il faut certes un peu de hauts-fonctionnaires, mais pas trop ! Il faut ouvrir les portes et y associer des sociologues, des prospectivistes, des géographes, des artistes, des journalistes, des historiens, des médecins, des gens de tous les jours ! On doit sortir de l'entre-soi.